

PARLEMENT WALLON

SESSION 2007-2008

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

Séance publique de Commission*

**Commission de l'Aménagement du Territoire, des Transports, de l'Énergie et du
Logement**

Jeudi 6 mars 2008

SOMMAIRE

3	OUVERTURE DE LA SÉANCE
3	ABSENCES MOTIVÉES
3	SUITE À RÉSERVER À L'INTERPELLATION DE M. LEBRUN À M. ANTOINE, MINISTRE DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL SUR « LA QUESTION DES PICS DE PÉTROLE ET DE GAZ » (Orateurs: M. le Président, M. Lebrun)
3	AUDITION DE M. VAN DE WERVE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION PÉTROLIÈRE BELGE
6	AUDITION DE M. VERMEIRE, MEMBRE DU CA ET DU COMITÉ STRATÉGIQUE DE DISTRIGAZ
8	AUDITION DE M. DE HEMPTINNE, MEMBRE DE L'ASSOCIATION ROYALE DES GAZIERS DE BELGIQUE ET DIRECTEUR ASSET MANAGEMENT À FLUXYS
9	ÉCHANGE DE VUES (Orateurs: M. de Hemptinne, M. le Président, M. Lebrun, Mmes Dethier-Neumann, Barzin, MM. van de Werve, Vermeire)
15	LISTE DES INTERVENANTS
15	ABRÉVIATIONS COURANTES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DES TRANSPORTS, DE L'ÉNERGIE ET
DU LOGEMENT

Présidence de M. Hervé Jamar, Président

La séance est ouverte à 10 heures 07 minutes.

OUVERTURE DE LA SÉANCE

M. le Président. – La séance est ouverte.

ABSENCES MOTIVÉES

M. le Président. – Sont excusés à la présente séance, MM. Borsus, Luperto, Meureau et Stoffels, retenus par d'autres devoirs.

SUITE À RÉSERVER À L'INTERPELLATION DE M. LEBRUN À M. ANTOINE, MINISTRE DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL SUR «LA QUESTION DES PICS DE PÉTROLE ET DE GAZ»

M. le Président. – Je souhaite la bienvenue à nos invités pour cette Commission non traditionnelle consacrée à l'audition d'experts sur un sujet qui tient à coeur aux Membres de ce Parlement.

M. Lebrun est à l'initiative d'une interpellation sur les pics de pétrole et de gaz. C'est à la suite de cette interpellation que nous avons décidé de procéder aux auditions de différentes personnes. Il y a plus ou moins un mois, nous avons pu entendre le Professeur Brocorens, venu nous exprimer ses craintes. Nous sommes bien conscients qu'il s'agit d'un point de vue. Aussi vous avons-nous contactés pour entendre une autre version.

Pour l'instant, seuls M. Lebrun et moi-même sommes présents, mais j'ose espérer que d'autres Parlementaires nous rejoindront. Soyez toutefois rassurés : les documents que vous nous avez apportés seront remis à l'ensemble des Mandataires.

Avant d'entamer les auditions, je propose de donner la parole à M. Lebrun pour nous expliquer sa démarche et la raison de ces auditions.

M. Michel Lebrun (cdH). – Nous avons été interpellés par différentes études relatives à la problématique des pics pétrolier et gazier. Nous avons pu entendre M. Brocorens et une prochaine audition est prévue avec le journaliste français Eric Laurent, spécialisé dans ce domaine.

Nous avons souhaité que le Parlement wallon soit éclairé sur cette problématique qui pourrait, à en croire certains, changer profondément le mode de fonctionnement de notre société.

Le prix des matières premières se répercutant sur les ménages et sur les primes distribuées par la Région, nous sommes curieux d'entendre vos réactions.

Même si nous sommes peu nombreux aujourd'hui, sachez que le Parlement sera attentif au Rapport déposé à la suite de cette Commission. Je sais aussi que M. le Ministre Antoine porte beaucoup d'attention à cette problématique. Je vous remercie donc d'avoir accepté notre invitation.

AUDITION DE M. VAN DE WERVE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION PÉTROLIÈRE BELGE

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – Je vous remercie de nous avoir invités et de nous laisser la parole.

Avant toute chose, je voudrais vous prévenir: le sensationnel et le catastrophisme sont toujours plus «sexy» et plus faciles à vendre que le sérieux et l'analyse approfondie. Si vous comptez auditionner encore d'autres personnes, permettez-moi de vous suggérer d'inviter M. Jean-Marie Chevalier, expert de la question énergétique qui enseigne à l'Université Paris Dauphine et dirige le CERA basé à Cambridge, Massachusetts.

Je dois vous avouer qu'en ce qui concerne le pic pétrolier, je ne me sens pas compétent pour jouer le rôle d'arbitre entre les différents points de vue. J'ai eu l'occasion d'aller écouter les conclusions de l'étude de M. Brocorens mais, personnellement, je ne peux vous dire si le pic pétrolier est déjà derrière nous, s'il est imminent ou s'il n'interviendra pas avant 2020. Sur ce sujet, certains sont très optimistes, comme M. Jean-Marie Chevalier, et certaines sociétés pétrolières, alors que d'autres experts et d'autres sociétés pétrolières sont beaucoup plus pessimistes.

Je pense cependant que nous pouvons avoir deux certitudes:

- les choses sont mathématiques: un jour il y aura effectivement un pic pétrolier;
- il y aura encore du pétrole à la fin de ce siècle, mais il ne sera pas utilisé aux mêmes fins qu'aujourd'hui.

Comme l'a le Cheikh Yamani: «Tout comme l'Âge de pierre ne s'est pas terminé faute de pierres, l'Âge du pétrole ne se terminera pas faute de pétrole». En d'autres mots, ce n'est pas tant la contrainte géologique qui annoncera la fin de l'utilisation du pétrole, mais plutôt les contraintes économiques et écologiques.

Venons-en à présent au contexte actuel. Il faut retenir que 75% des réserves prouvées et exploitables se trouvent entre les mains d'États et de l'OPEP. Par contre, la consommation se concentre surtout dans les pays de l'OCDE et aux États-Unis, ces derniers consommant plus de 24% de la production. En conclusion, le pétrole se trouve là où on ne le consomme pas. Dans ces conditions, vous comprendrez l'importance de la géopolitique!

Celle-ci se répercute dans le prix du baril. Tout mouvement à incidence politique (comme le terrorisme) affecte le prix du pétrole car le transport de celui-ci se fait par des détroits stratégiques.

Il est vrai, que depuis de nombreuses années, certains avancent qu'il reste au moins du pétrole pour 40 ans. Ce chiffre ne semble pas se modifier avec le temps. Cela ne signifie pourtant qu'une seule chose: il y a encore au moins du pétrole pour 40 ans. Cela ne veut pas dire qu'il n'y en aura plus dès la 41ème année.

Cette affirmation ne veut pas non plus signifier que la production va rester identique dans les 40 prochaines années. Toutefois, il faut savoir que, plus le prix du baril augmentera, plus on trouvera de pétrole. En effet, les technologies d'aujourd'hui permettent de récolter du pétrole dans des endroits autrefois inaccessibles, comme à 8.000 mètres de profondeur sous la mer. Ces technologies extrêmement avancées sont aussi extrêmement coûteuses et ne sont possibles qu'avec un baril au-dessus de 70 dollars. Toutes les sources de pétrole «non conventionnelles» ne sont d'ailleurs accessibles qu'avec un baril au-dessus de 50 dollars.

Qui sont les plus grands fournisseurs de pétrole aujourd'hui? Le plus grand acteur dans ce domaine est la Russie. Il y a donc, en-dehors de l'OPEP, un État qui joue un rôle dominant sur ce marché. Il faut savoir qu'en 2007, près de 94% des réserves de pétrole étaient contrôlées par des États. Seuls 6% l'étaient par des sociétés pétrolières privées. Ajoutons qu'en 2007, 84% de la production a été assurée par des États.

Il n'est sans doute pas inutile de préciser que des pays comme la Russie ou le Venezuela ont une toute autre approche du marché du pétrole. Pour eux, l'économie mondiale continue à bien fonctionner.

En ce qui concerne le *Peak Oil*, celui-ci sera tout à fait dépendant de la demande des plus grands consommateurs que sont les États-Unis et l'Europe. Il est urgent de chercher à réaliser des économies d'énergie et à améliorer l'efficacité énergétique. Si la demande mondiale augmente de 2% par an, le pic pétrolier pourrait se situer vers 2020. Si, par contre, on réduit la croissance de la demande à 1% par an, la menace pourrait être reculée à 2030. Celle-ci pourrait être reportée à 2040, si on parvenait à ramener la croissance de la demande à 0,7% par an.

Il est donc urgent de prendre des mesures pour préparer une transition en douceur. Pour cela, il faut mobiliser les politiques, les décideurs, les industries et les consommateurs.

Bien entendu, les demandes de plus en plus importantes, venant de l'Inde et de la Chine, sont la cause de la montée des prix. Le gros challenge qui nous attend consiste à permettre à ces deux pays de connaître un développement et une croissance économique sans qu'ils soient pour autant aussi énergivores que nous le

sommes et que nous l'avons été. C'est à nous de leur montrer l'exemple et, peut-être, de leur amener les technologies qui permettent d'économiser l'énergie.

Précisons déjà que ce qui se passe aujourd'hui pour le pétrole se passera dans 20 ans pour le gaz. Il est donc urgent de prendre des mesures de transition. Plus nous attendons, plus nous serons confrontés à des tensions qui pourraient se traduire par des violences ou des guerres. Les demandes des pays émergents vont continuer à augmenter, il faut donc stabiliser la demande au sein de l'OCDE.

Il est important de savoir que certains économistes montrent qu'il a fallu une période de 18 mois pour que les chocs pétroliers de 1978 et 1980 percolent leurs effets dans l'économie. Actuellement, nous sommes occupés à digérer le baril à 70 dollars et nous allons sans doute connaître les retombées du baril à 80 dollars au cours du premier trimestre 2009.

Tout ceci démontre qu'il est bien plus important de connaître la moyenne mensuelle d'un prix que des pics qui ne sont pas significatifs.

Il faut également être attentif à l'état du dollar.

Je tiens à vous dire que l'augmentation du prix du pétrole est inéluctable, notamment dans la mesure où les gros gisements sont plus difficiles à découvrir. Les avis divergent toutefois en cette matière, notamment pour des raisons techniques qui peuvent permettre de pallier cette difficulté. Il est toutefois clair qu'à long terme, le prix du pétrole va augmenter.

Cette augmentation est d'ailleurs souhaitable, dans la mesure où il faut encourager les personnes à réaliser des économies d'énergie et à renforcer l'efficacité énergétique. Il est démontré que le coût est la seule chose qui incite des modifications comportementales. Savez-vous qu'aujourd'hui, aux États-Unis, un litre d'essence se vend à 0,60 euro, alors que nous le payons ici à plus d'un euro le litre? Les Américains trouvent ce prix fort cher. Si nous voulons faire passer le message qu'il faut réaliser des économies d'énergie, le prix est un facteur déterminant. Il constitue un appel à la vertu.

L'augmentation du prix est aussi prometteuse, dans la mesure où l'énergie renouvelable est plus chère. Ainsi, une tonne de biodiesel est une fois et demi plus chère qu'une tonne de diesel. Si nous souhaitons que l'énergie renouvelable se développe, le prix du pétrole doit donc augmenter.

Dans ce contexte, nous devons toutefois être attentifs aux incidences sociales de cette hausse des prix pour les plus démunis. Cela démontre l'importance d'avoir créé un Fonds social du mazout, auquel mon secteur contribue depuis 2004, mais auquel il aurait été prêt à contribuer depuis 2002.

Il faut, en synthèse, prendre rapidement un certain nombre de mesures afin d'éviter des choses désagréables.

Actuellement, lorsque vous achetez du carburant, le montant de taxe constitue la partie la plus élevée du prix. L'industrie pense que la réduction des accises sur le diesel qui a récemment été opérée est une ineptie d'un point de vue économique, dans la mesure où, d'une part, elle ne modifie pas sensiblement le prix pour le consommateur et que, d'autre part, elle constitue une manière de faire savoir aux pays producteurs qu'ils peuvent augmenter leurs prix puisque l'État compensera cette hausse par une réduction de ses prélèvements. C'est d'autant plus vrai que l'Europe nous impose d'atteindre à date fixe un taux d'accise déterminé sur les carburants et que, par la mesure qu'elle a prise, la Belgique s'est éloignée de cet objectif. Le risque associé à cette démarche est de devoir, à un moment donné, augmenter brutalement le taux d'accises.

Il faut donc maîtriser la demande, mais également continuer à investir dans la production, le raffinage, la recherche et développement, principalement sur les hybrides. Il faut concentrer la demande de produits pétroliers dans les domaines dans lesquels on ne peut pas s'en passer.

Il est faux de prétendre que la biomasse pourrait remplacer le diesel. Tout au plus, la biomasse pourrait-elle remplacer 20% de cette offre particulière.

Je souhaiterais encore vous dire que l'instauration récente d'une ristourne générale sur le mazout de chauffage n'incite pas le consommateur à modifier son comportement. Agissant de la sorte, on dit aux personnes que

l'État peut compenser la hausse des prix. C'est une ineptie, dans la mesure où il s'agit d'une solution qui n'est pas adaptée au problème qu'on essaie de résoudre. Il est important de ne pas réitérer pareille mesure.

M. le Président. – Elle nous a toutefois permis d'aider les livreurs à survivre.

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – Ce que cette décision a coûté aurait mieux été investi dans des mesures structurelles agissant sur le long terme.

Je voudrais évoquer les biocarburants. Certains, à l'exemple d'Inter Environnement Wallonie, estiment qu'il s'agit d'une fausse bonne idée. Je crois important de réaliser une analyse approfondie des différents biocarburants. Il est démontré que la biomasse sera toujours plus efficace en matière de lutte contre les émissions de CO₂, si on utilise cette biomasse en lieu et place du charbon dans la production d'électricité. De plus, il faut savoir que les situations diffèrent, si on utilise les biocarburants pour produire du biodiesel ou de la bioessence.

En effet, il faut savoir que, chez nous, le diesel représente 80% de la consommation de carburant. Cette situation nous rend déficitaires et donc dépendants à l'égard de la Russie qui en est un gros producteur. Par contre, les États-Unis consomment massivement de l'essence. Nous vivons donc une situation dans laquelle nous devons importer massivement du diesel et exporter massivement de l'essence vers les États-Unis. Un problème risque de se poser quand ils découvriront l'importance du diesel.

Je note, par ailleurs, que, si nous voulons produire de la bioessence, il faut tenir compte du fait qu'il existe différentes sortes d'éthanol et que le plus intéressant d'entre eux est l'éthanol brésilien, produit à base de la canne à sucre et dont les coûts d'exploitation sont plus faibles pour différentes raisons. Si l'on fabrique du biocarburant, il est important d'étudier d'abord celui qui est le plus intéressant. Tel n'est pas le cas chez nous, où l'on produit de l'agro-carburant.

Il faut, par ailleurs, être attentif à la production de bioessence à partir de maïs. Il s'agit là d'une aberration, dans la mesure où ce choix crée une augmentation de prix d'un produit alimentaire, outre le fait que la production de maïs exige un important volume d'eau, pourtant rare, et un recours massif aux pesticides.

Nous devons donc toujours bien analyser les effets pervers des mesures envisagées et encourager, par exemple, la recherche sur la production de biocarburants à partir des déchets.

Nous devons surtout apprendre à nous passer de l'énergie fossile avant qu'il soit trop tard. Nous devons prendre des décisions à long terme afin d'éviter de devoir arrêter ultérieurement des positions plus dures. Nous devons travailler sur l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie. Nous devons aussi investir dans l'aide sociale aux plus démunis.

M. le Président. – Je remercie M. van de Werve pour son exposé. Je propose que chacun s'exprime dans l'ordre pré-établi et que les Parlementaires groupent leurs questions au terme des prises de parole, dans la mesure où les problématiques évoquées sont liées.

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – Je souhaiterais encore vous dire que le nucléaire est indispensable pour assurer la transition entre la situation actuelle et les développements à venir. Il faut bien comprendre que l'on ne pourra pas réduire la production de CO₂ si nous n'acceptons pas le nucléaire.

AUDITION DE M. VERMEIRE, MEMBRE DU CA ET DU COMITÉ STRATÉGIQUE DE DISTRIGAZ

M. Jean Vermeire, Membre du CA et du Comité stratégique de DISTRIGAZ. – À l'entame de mon propos, je voudrais vous dire que j'ai travaillé pendant 17 années dans le secteur du pétrole avant de m'investir dans celui du gaz. Je siége notamment au Conseil d'administration de Gaz Holland. Je voudrais d'abord vous parler de l'origine de la théorie du pic de gaz, avant d'évoquer l'état des réserves de gaz et sa répartition géographique, puis de passer à la durée de vie des réserves et à une estimation tant de sa croissance que des questions posées par son transport.

C'est le géologue Hubert qui a développé la théorie selon laquelle toute réserve épuisable connaît un profil de production en forme de cloche, ce qui implique un pic à un moment donné. Il est toutefois important de

savoir quand cette pointe va se manifester et quelle en sera la forme. La théorie n'a pas été très utile, dans la mesure où, lorsqu'on applique cette cloche à un chéma présentant l'évolution de la production, des glissements s'opèrent pour des raisons notamment économiques et techniques. Il faut d'ailleurs observer que ces glissements sont plus importants pour le gaz que pour le pétrole. La théorie de M. Hubert a toutefois eu une utilité médiatique, même si elle n'a pas d'utilité pratique en termes de précision de la pointe et de la forme.

M. Michel Lebrun (cdH). – À quelle date interviendra notre pic, selon votre diagramme ?

M. Jean Vermeire, Membre du CA et du Comité stratégique de DISTRIGAZ. – À propos des réserves, il existe une estimation prudente des réserves prouvées et identifiées dont la production est raisonnablement certaine avec les techniques actuelles. Le chiffre que je vais vous donner est probable à 90%. Aujourd'hui, la consommation mondiale est sous un niveau de 3.000 milliards de m³. Le ratio actuel de réserves est de 60 dans l'état de production actuel.

Il faut distinguer les réserves conventionnelles des réserves non conventionnelles. Pour ce qui est des réserves non conventionnelles, on trouve, par exemple, le gaz de charbon, le traitement des sables bitumeux, le chiste et les hydrates. La quantité de réserves non conventionnelles semble énorme, mais il faut tenir compte des endroits où elles se trouvent, à l'exemple des fonds d'océan, de l'Alaska ou de la Sibérie. Tout cela explique qu'il est difficile de quantifier ces réserves.

On estime actuellement les réserves prouvées à 60 années, mais il s'agit d'un chiffre prudent qui est davantage réfléchi d'un point de vue financier qu'économique. Les réserves probables et possibles représenteraient, en tout, plus ou moins deux fois le volume des réserves prouvées. Les réserves non conventionnelles sont très importantes, d'autant si l'on tient compte des hydrates. Différents chiffres existent donc.

Ces différents éléments expliquent que la courbe de Hubert observe des glissement au gré des progrès technologiques.

S'il est vrai que les quantités évoquées incitent à une certaine forme d'optimisme, nous devons faire attention à leur répartition géographique. Ainsi, si l'on superpose la carte géographique des consommateurs de ce type d'énergie à celle qui présente les zones de réserves et de sa production, on note trois zones de consommation importante que sont les États-Unis, l'Europe et l'Asie, tandis que la production se trouve principalement en ex-URSS et au Moyen-Orient.

M. Michel Lebrun (cdH). – Il est curieux de noter l'importance de consommation en Inde.

M. Jean Vermeire, Membre du CA et du Comité stratégique de DISTRIGAZ. – Il s'agit d'une consommation globale, mais la consommation par habitant n'est pas plus importante.

En termes de réserves, nous connaissons des situation assez comparables pour le gaz et le pétrole. Les pays que j'ai cités contiennent 80% des réserves de gaz et 90% des réserves de pétrole. Il y a donc de gros problèmes de répartition géographique de la production par rapport aux zones où se situe la consommation.

À la question de savoir où se situent les réserves, je dirais que 60% se répartissent entre trois contrées, dont 30% pour la Russie et plus ou moins 15%, respectivement pour l'Iran et le Qatar. Il faut être attentifs à la géographie politique pour ce qui concerne les deux derniers pays cités.

Pour ce qui est de l'estimation de la croissance de la consommation de gaz, le taux se situe à 2% pour le monde et 1,4% pour l'Europe au cours des 25 dernières années, ce qui est un taux moins élevé que ce qui existait auparavant. Il faut également savoir que, pour ce qui concerne le gaz, 50% de la croissance est en lien avec la production d'électricité.

Je tiens à dire, comme l'a fait mon collègue, que la transition vers la situation à venir serait très difficile sans le nucléaire.

Vous devez savoir que différents ratios existent pour mesurer la croissance. Un ratio, par exemple, compare les réserves prouvées à la production. Il s'élève à 65 ans, mais si on élargit aux réserves probables, ce même ratio passe à 85 et à 140 ans, si on tient compte des réserves possibles. Il faut toutefois observer que ce ratio a peu de sens, si ce n'est pour comparer les différentes sources d'énergie. Il faut étudier l'évolution des réserves. Il

existe des déclarations selon lesquelles les ratios actuels devraient se maintenir à moyen terme. Vous devez toutefois savoir qu'aux États-Unis, on prétend, depuis vingt ans, qu'il n'y a plus de réserves que pour dix ans. Selon les chiffres de BP, celles-ci s'évalueraient entre 60 et 70 ans.

La diminution de consommation que l'on observe ces dernières années compense les prix élevés qui poussent la recherche, l'exploration, les recherches sur la récupération.

Pour conclure, je voudrais vous dire que la déclaration du Cheikh Yamani semble assez juste. Je pense que le problème ne se situe pas uniquement au niveau de la quantité, mais qu'il est d'ordre géopolitique et de transport. La théorie des pics est utile d'un point de vue médiatique, mais il ne faut pas qu'elle suscite une panique déraisonnable. Le vrai problème se situe en surface et non en sous-sol. Il faut donc réfléchir à la consommation.

AUDITION DE M. DE HEMPTINNE, MEMBRE DE L'ASSOCIATION ROYALE DES GAZIERS DE BELGIQUE ET DIRECTEUR ASSET MANAGEMENT À FLUXYS

M. Gérard de Hemptinne, Membre de l'Association royale des Gaziers de Belgique et Directeur Asset management à FLUXYS. – Les deux précédents exposés nous ont déjà montré que la question des pics de pétrole et de gaz n'est pas tellement liée aux réserves situées dans le sol, mais plutôt à des problèmes de géopolitique.

Il ne suffit pas qu'il y ait du pétrole ou du gaz quelque part dans le monde pour que celui-ci arrive en Wallonie. Aujourd'hui les grandes réserves mondiales en gaz naturel se situent en ex Union Soviétique et au Moyen Orient alors que les lieux de consommation se situent beaucoup plus loin, en Europe et aux États unis.

Le défi auquel nous sommes confrontés n'est pas uniquement celui du pic de gaz mais aussi celui de son transport. Ce transport se réalise de deux manières, soit par canalisation (c'est-à-dire via des infrastructures qui ne se déménagent pas) soit par bateau, ce qui est un moyen beaucoup plus flexible.

En ce qui concerne l'avenir de l'offre et de la demande de gaz naturel en Europe, un «low case scenario». Celui-ci nous montre que, dans les années à venir, la demande va continuer à augmenter. Il nous faut réfléchir à cette problématique et développer les moyens d'économiser l'énergie.

Dans le cas d'un «high case scenario», la demande sera toujours aussi importante et qu'un autre gisement devra être trouvé.

Quels sont les grands changements importants que connaît le marché gazier? Il y a encore quelques années, le Royaume Uni était autoproducteur alors qu'aujourd'hui, il est devenu importateur.

Autour de nous, les Pays-Bas et la Norvège sont aussi des pays producteurs qui ont permis tout un développement utile d'infrastructures. Pour pouvoir recevoir le gaz en provenance de pays plus lointains comme la Russie, de lourdes infrastructures ont dû être posées sous forme de canalisations. D'autres infrastructures de ce type doivent encore être développées. En Belgique, face à la réduction des sources existantes, il est nécessaire d'investir pour atteindre ces différentes sources.

Il n'est pas inutile de rappeler que le gaz naturel n'est pas employé depuis très longtemps. Autrefois, nous utilisions le gaz de ville puis, progressivement, nous avons bâti tout un schéma, depuis les années 60, répandant l'utilisation du gaz naturel dans notre pays.

Au moment de la libéralisation du marché, en 1998, on est arrivé à la conclusion prématurée que celui-ci était mature. Il se compose, en Europe, de 193.000 kilomètres de canalisations et représente un investissement d'environ 155 milliards d'euros.

Même si on utilise le terme de maturité, il ne faut pas croire que les infrastructures sont toutes installées puisqu'il reste encore de grands projets à réaliser, notamment en ce qui concerne la réception du gaz naturel liquéfié.

Dans ce domaine, la compétition sera assez forte entre les différents demandeurs. L'offre deviendra plus rare

et les prix augmenteront. À cela s'ajouteront les investissements nécessaires pour compléter l'infrastructure de transport du gaz.

En matière de «business model», la Belgique doit être bien consciente qu'elle n'est qu'un petit maillon et qu'il lui est nécessaire de s'inscrire dans une carte internationale, si elle veut bien et mieux servir le marché domestique. Nous avons toutefois l'avantage d'être entourés de grands pays fournisseurs de gaz. Nous sommes à un croisement de canalisations. Cela nous a d'ailleurs permis d'avoir un certain nombre d'entrées, ce qui rend le pays très spécifique.

La Wallonie est assez spécifique dans la mesure où tout son territoire n'est pas desservi par la distribution de gaz.

Pour ce qui concerne l'ARGB, ses missions importantes sont :

- rencontrer l'aspect écologique;
- promouvoir l'image du gaz naturel;
- soutenir l'utilisation rationnelle de l'énergie;
- habilitier des installateurs de gaz naturel (label de qualité);
- former des personnes et diffuser l'information.

Pour la période 2007-2016, Fluxys affiche un programme d'investissement ambitieux à hauteur de 1,7 milliard d'euros. Ce programme prévoit une sécurité d'approvisionnement relative à la croissance du marché sur la période 2007-2017 (avec la distribution publique qui devrait connaître une croissance de 15,8%, tout comme les centrales électriques qui connaîtront une croissance de l'ordre de 58,8%), la gestion du cycle de vie du réseau et la diversification des sources d'approvisionnement. Le programme prévoit également de maintenir la Belgique comme plaque tournante internationale.

Un climat d'investissement favorable est capital pour le programme d'investissement. Les infrastructures nécessaires sont essentielles pour le développement de l'économie. Les vecteurs de transport que représente la canalisation sont indispensables. S'ajoute à cela le fait que le phénomène NIMBY rend la construction de plus en plus délicate. Il faut aussi tenir compte des conditions de financement.

Remarquons encore que le transport par canalisation est de plus en plus précaire. En effet, lorsqu'un projet est déposé, les nombreuses étapes à suivre repoussent la réalisation de celui-ci de 5 ou 6 ans. Des enquêtes publiques de plus en plus lourdes sont exigées et les contraintes de gestion des dossiers sont de plus en plus importantes. Nous devons, bien sûr, nous y plier, mais il est sans doute possible d'agir afin de ne plus être aussi souvent confrontés à des contraintes souvent contradictoires émanant des Pouvoirs fédéral et régional.

En conclusion, je rappellerais que la Belgique est importateur à 100% de gaz naturel mais aussi une plaque tournante des flux gaziers internationaux en Europe.

En ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement, il s'agit d'une mission partagée entre le privé et le public. De son côté, Fluxys finance, construit et exploite, alors que les autorités publiques soutiennent les projets d'investissement.

En résumé, je dirais que, pour rencontrer l'évolution à venir du marché, il est nécessaire de se diriger vers une diversification des ressources énergétiques. Le gaz conservera toujours une place importante, mais il continue de nécessiter la construction d'infrastructures particulières.

ÉCHANGE DE VUES

M. le Président. – Je remercie les différentes personnes pour ces exposés véritablement éclairants.

À titre personnel, je dirais que ces auditions ne vont pas dans le même sens philosophique que ce que nous avons pu entendre au cours de l'exposé de M. Brocorens.

Je suis un peu inquiet à la vue des derniers événements qui se sont déroulés en Russie avec la «nationalisation» de Gazcom. On peut être inquiet, lorsqu'on voit à quel point l'ex Union Soviétique est devenu un fournisseur dominant. On peut frémir, lorsqu'on sait que la Russie a, il y a quelques mois, coupé

l'approvisionnement en Ukraine. Nous risquons de devenir de plus en plus dépendants de la Russie. Cela m'interpelle. Dans le cadre de notre politique européenne, y a-t-il une approche globale sur ce sujet?

M. Michel Lebrun (cdH). – Je tiens aussi à remercier les intervenants pour la qualité de leur exposé.

Lors de l'exposé de M. Brocorens, nous avons eu l'impression que les ressources de pétrole étaient loin de se reconstituer. Selon lui, il semblait impossible d'espérer que l'ère du pétrole se poursuive. Cependant, dans vos exposés, je n'ai pas perçu le fait que l'on tienne compte de la demande d'énergie de plus en plus croissante de l'Inde et de la Chine. Pourtant, en Inde, certains transports, même «en commun», utilisent beaucoup de pétrole. C'est aussi dans ce pays qu'a été lancée, l'an dernier la voiture «Tata», qui coûte entre 1.000 et 1.500 euros et qui va contribuer à l'explosion de la demande de pétrole.

Dans quelle mesure a-t-on intégré dans les perspectives de consommation, la demande croissante et importante de l'Inde et de la Chine?

Les pays exportateurs de pétrole ne peuvent-ils ou ne veulent-ils pas produire plus? M. Brocorens nous a affirmé que les pays exportateurs seraient au maximum de leur production. Pouvez-vous confirmer cette assention?

Le prix du baril atteint aujourd'hui les 100 dollars. Si aucun conflit mondial majeur n'intervient dans les prochaines années, quelles seraient selon vous les perspectives? Comment voyez-vous les choses? Le baril va-t-il atteindre les 200 dollars? On connaît, par ailleurs, l'existence du marché «spot» qui fait que la spéculation est un des facteurs essentiels du prix. Pouvez-vous nous donner votre avis à ce sujet?

Ma question suivante s'adresse essentiellement à Fluxys. La carte de la Belgique que vous nous avez projetée tout à l'heure, nous montre qu'une partie de la Wallonie n'est pas couverte par le réseau du gaz. Dans vos investissements futurs, est-il prévu de desservir les zones aujourd'hui non équipées ou plutôt de raccorder des consommateurs qui vivent déjà dans des zones desservies?

Enfin, M. de Hemptinne, vous avez évoqué tout à l'heure des procédures fédérales qui allongeraient les temps de placement. Pouvez-vous nous préciser quelles sont ces procédures?

Mme Monika Dethier-Neumann (Écolo). – Je remercie également nos intervenants et je ferai part, à la fois, de mon ressenti et de quelques questions suscitées par ce que je viens d'entendre.

Tout au long des exposés, je me suis demandé où je devais me placer. Devais-je voir les choses en tant que Belge ou en tant qu'habitante de ce monde? La cartographie démontre que nous avons tout intérêt à examiner la question du point de vue mondial. Lorsque vous dites que le fait que certaines réserves se situent dans certains pays constitue un problème pour nous, je me dis que cela pourrait être aussi une aubaine pour les pays qui n'ont rien et qui vont peut-être pouvoir vivre de ces ressources. Je pense qu'un des grands défis des années à venir réside dans la constitution d'un marché équitable.

Tout à l'heure, l'énergie nucléaire a été très brièvement évoquée. Je pense que le sujet est trop important et complexe pour être abordé avec légèreté. Si l'on veut traiter ce sujet, il faut le faire très sérieusement, sinon, cela ruine toute votre autorité scientifique.

Je voudrais savoir si les différents producteurs de matière première se sont concertés pour discuter ensemble des prévisions d'utilisation de ces mêmes matières, mais aussi de la diminution de production de CO₂ et des objectifs de la Belgique.

Le problème du transport du pétrole et du gaz a été évoqué. Ce problème se présente aussi avec d'autres types d'énergie comme le photovoltaïque ou l'éolien. Le transport et le stockage constituent des enjeux pour toute source d'énergie. Les techniques photovoltaïque et éolienne connaissent toutefois un cheminement plus court en termes de transport. Sont-elles envisagées dans vos projets?

En ce qui concerne la ligne de croissance rejetée tout à l'heure, laissez-moi vous dire que je la trouve plutôt bizarre: elle est toujours droite alors qu'à mon avis, elle devrait comporter plus d'irrégularités.

Au sujet de la voiture «Tata», il est évident qu'en Europe, on ne peut pas construire aussi bon marché, mais

je pense qu'il y a peut-être un savoir à partager ou des efforts à réaliser pour que cette voiture consomme plutôt un litre au cent kilomètres plutôt que les cinq litres actuels.

En ce qui concerne l'effet NIMBY, je suis d'accord avec vous. Il n'est peut-être pas inutile d'analyser ce qui a conduit à celui-ci. Il s'agit de l'expression d'une facette de la problématique. Par ailleurs, la réponse qui consiste à ne pas consommer est-elle réellement la meilleure ?

Mme Anne Barzin (MR). – Je tiens, moi aussi, à remercier les différents intervenants et je regrette qu'aussi peu de Parlementaires aient été présents.

J'aimerais demander à nos invités s'il leur était possible de cibler une ou deux mesures que nous pourrions prendre dans notre Région.

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – La voiture «Tata» ne pourrait, de toutes façons, pas rouler chez nous. Non seulement, elle est inconfortable mais, en plus, elle ne répond pas aux normes de sécurité de notre continent. Bien entendu, il serait préférable qu'elle consomme moins.

En ce qui concerne notre dépendance croissante au niveau énergétique avec des pays comme la Russie ou l'Iran, il est vrai que cette relation avec des États velléitaires ou instables est problématique. Je pense que la réponse réside dans la diversification. Il faut agir sur l'offre et la demande, mais aussi tout mettre en oeuvre pour trouver d'autres sources d'énergie, que ce soit dans le nucléaire, le charbon, la biomasse et tout ce qui est non conventionnel. La seule réponse est dans la diversification. Il faut tout utiliser, mais il faudrait que le marché décide quelle énergie convient le mieux pour un meilleur rapport prix-efficacité. Les autorités publiques doivent encourager la recherche sur les énergies alternatives et les énergies renouvelables. Il ne faut pas procéder par subsides car c'est intenable. Vous devez savoir, à cet égard, que l'Iran a d'importants besoins en essence et subsidie ce secteur afin de préserver sa population des augmentations du prix mondial. Mais cela pose un problème social, car les consommateurs s'habituent à ce prix.

M. Michel Lebrun (cdH). – Qui organise le marché mondial ?

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – C'est actuellement principalement l'OPEP.

Vous m'avez interrogé sur le fait que les réserves se reconstituent et sur l'ère du pétrole. Des études récentes veulent contredire celles et ceux qui préconisent la fin de l'ère du pétrole. Leurs auteurs pensent que les technologies peuvent parfois permettre notamment de rehausser le niveau de production et d'étendre la durée de vie des gisements. J'ai pu constater cela à titre personnel dans le domaine qui m'occupe.

Ce qui est, par contre, terminé, c'est l'ère du pétrole bon marché, dans la mesure où il faut maintenant aller le chercher dans des lieux plus difficiles comme le Brésil, le Nigéria ou encore sous la calotte glaciaire, avec les conséquences que l'on peut redouter pour la nature. Observons toutefois que la technologie permet de minimiser les risques et de réduire l'empreinte écologique des interventions.

Un autre impact important est celui de l'évolution en Inde et en Chine. Une importante partie de la croissance de la demande leur est imputable, ainsi qu'au Moyen-Orient. Encore que cette dernière contrée recourt à une production locale, ce qui a un impact à la baisse sur les coûts de l'énergie pour eux.

En termes de prédiction, on estime que le nombre de voitures dans le monde, qui serait actuellement de 750 millions, passerait à 1,5 milliard d'unités en 2030, principalement eu égard à l'évolution en Inde et en Chine. On compte, à Pékin, 1.000 voitures de plus par jour.

Vous m'avez interrogé sur le fait de savoir si les pays exportateurs de pétrole peuvent produire davantage. La réponse est oui pour des pays comme l'Arabie saoudite. L'Irak et l'Iran le pourraient aussi, mais des problèmes de sécurité existent et les sociétés pétrolières redoutent d'y envoyer leurs experts. L'Arabie saoudite estime, pour sa part, que le marché est bien approvisionné et qu'il n'y a pas de pénurie actuellement.

Il faut également savoir qu'il existe encore de nombreuses zones non explorées. La technologie pourrait aider aussi en cela, mais il faut être attentifs aux problèmes d'accès, mais également au fait que certains pays

souhaitent conserver la propriété de leurs gisements et ne font appel aux pétroliers qu'en qualité d'experts pour leur apporter leur technologie.

Vous m'interrogez sur le prix du baril. Il faut envisager les différents scénarii possibles. Par exemple, s'il n'y a pas d'incident majeur et si la récession se poursuit aux États-Unis, avec une contagion vers d'autres contrées, il se peut que le prix, à la fin de l'année 2008, soit inférieur à ce qu'il est actuellement, mais il se pourrait aussi qu'une résurgence du terrorisme dans les zones sensibles influence le prix à la hausse.

J'ai été interrogé sur la reconstitution des stocks. Le mercredi est un jour important. C'est le jour où les États-Unis donnent l'état de leurs stocks. En fonction de l'évolution de ces rapports avec les attentes du marché, des répercussions sur les prix se manifestent.

Une question m'a été posée sur la spéculation. Il me semble plus indiqué de parler de financiarisation accrue du pétrole. En effet, aujourd'hui, des masses d'argent considérables sont entre les mains de fonds institutionnels, fonds souverains et autres fonds de pension qui doivent pouvoir s'assurer de payer les pensions dans les années à venir. Ils investissent donc de manière importante dans le domaine des carburants, où le rapport des actions est plus important. Cela aussi influence le prix.

Une question m'a été posée sur le fait de savoir s'il fallait se positionner, dans ce débat, en tant qu'habitant de notre pays de la planète. Il faut, bien sûr, le faire en tant qu'habitant de la planète.

Je souhaiterais attirer l'attention des décideurs politiques sur le fait que des décisions qu'ils arrêtent aujourd'hui peuvent nous bloquer pendant des dizaines d'années. Ainsi, si j'illustre mon propos par un exemple pris dans mon secteur, la mise en route d'une production mobilise un temps conséquent pour une exploitation qui porte sur plusieurs décennies. Ce que je veux dire par là, c'est que, par exemple, si vous prenez une décision qui touche les centrales nucléaires, vous risquez de bloquer des possibilités pendant très longtemps. Lorsque vous posez un choix, vous vous inscrivez dans une dynamique particulière. Au titre des décisions intéressantes à prendre, je citerais l'exemple du logement social, dont il vaut mieux isoler les maisons pour consommer moins, que de donner une aide aux locataires pour qu'ils paient l'énergie consommée.

J'ai été interrogé sur le marché équitable, il m'est sympathique mais je vous fais observer que le maximum des réserves se situe là où il y a un minimum de population.

Dans le domaine qui nous occupe, il faut réfléchir à très long terme. C'est le cas de la Norvège, dont les habitants paient le carburant très cher alors que la Norvège en est productrice, cette importance au niveau de prix permettant toutefois à ce pays de créer un fonds au bénéfice des générations futures.

Le nucléaire a été évoqué. Le climatologue Berger m'a indiqué que nous produisons tous, au cours de notre vie, un certain volume de déchets radioactifs. Ce climatologue pense qu'il n'est pas imaginable, eu égard aux évolutions de la science, que nous n'ayons pas trouvé de solution au traitement de ces déchets avant la fin de ce siècle. Le problème du stockage de ces déchets en toute sécurité est réglé, mais la difficulté est que personne ne veut les avoir chez lui. C'est le phénomène NIMBY.

Avec M. Berger, je vous dirais qu'il est irresponsable de ne pas garder le nucléaire, car cela revient à nous mettre en danger. Je constate, à cet égard, que le milieu politique nous écoute, mais qu'il ne nous suit pas toujours.

Mme Monika Dethier-Neumann (Écolo). – Chacun doit rester dans son rôle. Le Parlement poursuivra ses travaux avec l'audition d'autres scientifiques présentant d'autres tableaux.

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – Je vous apporte mon avis de citoyen et de personne qui travaille depuis plus de 35 ans dans le domaine de l'énergie. Ce que je vous expose est d'autant moins intéressé que je ne travaille pas dans le nucléaire.

Vous m'avez interrogé sur l'efficacité énergétique. Je tiens à vous dire que l'industrie pétrolière n'a pas attendu notamment le rapport du GIEC pour agir en la matière.

Mme Monika Dethier-Neumann (Écolo). – J'évoquais plutôt la coopération.

M. le Président. – M. Vermeire a évoqué cette problématique au cours de son exposé.

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – Je suis inquiet du phénomène NIMBY, mais aussi de celui qui conduit les personnes à penser, par exemple, que les économies d'énergie doivent être assurées par leurs voisins. Il me paraît que ce sont les individus qui doivent faire des économies d'énergie et pas l'industrie qui y a déjà pourvu. Chaque individu devrait y penser.

Mme Monika Dethier-Neumann (Écolo). – Le secteur public doit donner des règles et des limites, notamment pour ce qui concerne les maisons.

M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge. – C'est une bonne idée.

J'ai été interrogé sur les mesures que le pouvoir régional peut prendre. Je pense à l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics et les écoles, mais aussi à l'éducation afin d'inculquer aux jeunes la sensibilité aux comportements écologiques. Une charte écologique des auto-écoles pourrait être une bonne idée car elle apprendrait aux nouveaux conducteurs à conduire écologiquement.

Nos dirigeants doivent également donner l'exemple. J'apprécie, à cet égard, et peu importe sa couleur politique, que le Ministre Magnette ait décidé de recourir à une voiture hybride. C'est un bon réflexe qui montre aux gens que l'on pense ce que l'on dit.

M. le Président. – Je passe la parole à M. Vermeire.

M. Jean Vermeire, Membre du CA et du Comité stratégique de DISTRIGAZ. – Comme vous l'aurez remarqué, peu de points de désaccords se manifestent entre les trois intervenants d'aujourd'hui.

J'ai été interrogé sur la Russie. La situation est préoccupante, dans la mesure où elle utilise l'énergie comme une arme politique, ce qui est notamment dû à la compensation de l'humiliation subie dans les années 90, mais aussi au fait que les dirigeants russes veulent redresser leur image auprès de leur population par l'utilisation de l'énergie. Ceci peut être passager.

Le redressement du prix du gaz russe a été évoqué. Je vous fais observer qu'en ramenant son prix à un niveau mondial, elle aura de moins en moins besoin de l'exportation pour augmenter ses revenus.

À la question de savoir comment nous devons nous situer en tant que citoyens en Belgique, en Europe ou dans le monde, je vous répondrais que le marché gazier concerne davantage l'Europe, eu égard aux coûts de transport. Il est toutefois vrai que le marché se mondialise, notamment eu égard aux effets du GNL. J'attire votre attention sur le fait que la mondialisation de ce marché aura un impact sur la volatilité des prix.

Pour ce qui est de la concertation, nous devons apprendre à vivre dans un monde qui est libéralisé, libéralisation qui peut se produire au détriment de la concertation. La concurrence a un coût. Pour ce qui est des extrapolations, elles ne sont jamais certaines.

Nous devons garder à l'esprit la possibilité que se crée un OPEP pour le gaz. Cela se fera, il faut s'y préparer et il faudra lui donner le moins de pouvoir possible.

Au sujet des énergies, il faut se concentrer sur le résidentiel, les industries ayant déjà beaucoup travaillé dans ce domaine.

M. Gérard de Hemptinne, Membre de l'Association royale des Gaziers de Belgique et Directeur Asset management à FLUXYS. – La problématique du transport de l'énergie a été évoquée. Le transport est indispensable, mais pas suffisant. Il faut également disposer de moyens, par exemple, pour extraire le gaz. Il faut voir si des investissements sont nécessaires à cette fin.

Par ailleurs, il est important de se garder de faire des comparaisons trop rapides entre le transport de l'énergie électrique et le transport du gaz.

Mme Monika Dethier-Neumann (Écolo). – La situation change en ce domaine. On connaît des exemples d'importation d'énergies produites dans le désert.

M. Gérard de Hemptinne, Membre de l'Association royale des Gaziers de Belgique et Directeur Asset management à FLUXYS. – Il faut voir quel est le vecteur utilisé.

Il faut, par ailleurs, être attentif au problème des procédures et de leur allongement, qui est notamment dû à la multiplication des demandes d'autorisation et des recours qui y font suite. Tout cela est complexe.

Il est également important de maintenir une concertation entre les instances fédérales et régionales, afin d'éviter l'adoption de contraintes contradictoires qui suscitent des surprises en cours de route ainsi que des recours.

Mme Anne Barzin (MR). – Y a-t-il davantage de recours en Région wallonne?

M. Gérard de Hemptinne, Membre de l'Association royale des Gaziers de Belgique et Directeur Asset management à FLUXYS. – La Belgique est uniforme à cet égard, mais il y a surtout plus de recours que par le passé.

Mme Monika Dethier-Neumann (Écolo). – Vos prévisions évoquaient la croissance du secteur et une demande relative à l'augmentation de l'efficacité. Comment le secteur peut-il vivre dans ce contexte?

M. Gérard de Hemptinne, Membre de l'Association royale des Gaziers de Belgique et Directeur Asset management à FLUXYS. – Il faudra trouver des ajustements, mais il faut surtout savoir que le plus grand problème concerne les infrastructures à réaliser. Il faut voir l'évolution de la croissance des besoins en Belgique. Il est également difficile de savoir d'où va venir le gaz. Or, en fonction de cette donnée, les infrastructures à construire peuvent être fondamentalement différentes.

M. Jean Vermeire, Membre du CA et du Comité stratégique de DISTRIGAZ. – Il ne faut pas rêver. La croissance économique est à la base de l'augmentation des prix et cela signifie une augmentation de la qualité de vie, au sens d'une sortie de l'extrême pauvreté, pour des centaines de millions de personnes en Inde ou en Chine. Il s'agit donc d'une bonne croissance. Je pense que la consommation énergétique va continuer à augmenter jusqu'en 2030-2050 et que les énergies fossiles vont conserver une part dominante de la satisfaction de ce besoin. Il faut faire en sorte que cette croissance soit moins énergivore, mais penser à un modèle global de décroissance est une illusion. De nos jours, 2,5 des 6 milliards d'habitants de la planète vivent sans électricité et on va tenter de réduire ce nombre de manière considérable.

M. le Président. – Je remercie vivement nos intervenants de nous avoir éclairés en leur qualité d'experts et à titre personnel. Nous allons poursuivre nos auditions et je n'écarte pas la possibilité de les poursuivre en élargissant nos rangs pour aboutir à des conclusions sur les constats, les enjeux et les mesures à prendre. La séance est levée.

- La séance est levée à 12 heures 45 minutes.

LISTE DES INTERVENANTS

Mme Anne Barzin, MR
M. Gérard de Hemptinne, Membre de l'Association royale des Gaziers de Belgique et Directeur Asset management à FLUXYS
Mme Monika Dethier-Neumann, Écolo
M. Hervé Jamar, Président
M. Michel Lebrun, cdH
M. Gaëtan van de Werve, Secrétaire général de la Fédération pétrolière belge
M. Jean Vermeire, Membre du CA et du Comité stratégique de DISTRIGAZ

ABRÉVIATIONS COURANTES

ARGB	Association Royale des Gaziers Belges
CERA	Cambridge Energy Research Associates
GIEC	Groupe intergouvernemental des Experts du Cuivre
GNL	Gaz naturel liquéfié
NIMBY	Not in my backyard ("pas dans mon jardin")
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement économique
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole